

**Fabien Escalona**

**Qu'est-ce que  
la crise de la social-démocratie ?**

**Master 2 « Sciences de gouvernement comparées »,  
sous la direction de Pierre Martin  
Sciences Po Grenoble**

**mai 2010**

# RÉSUMÉ DU MÉMOIRE

## La question de recherche et les sources utilisées

Ce travail sur la social-démocratie a pour origine un intérêt personnel et citoyen pour la gauche européenne, et un étonnement devant le paradoxe apparent d'une concomitance entre crise du capitalisme et crise de la social-démocratie. Aidés dans notre démarche de questionnement par notre directeur de mémoire Pierre Martin, nous avons choisi d'éclaircir ce paradoxe en tentant de résoudre cette énigme : « qu'est-ce que la crise de la social-démocratie ? » En effet, notre interrogation de départ est largement modelée et influencée par la fréquentation d'une littérature journalistique, politique, scientifique, elle-même basée sur le postulat qu'il y a une situation de « crise ». Or, les analyses produites sont parfois contradictoires quant aux causes de la crise et aux voies de sortie proposées. Le sujet que nous proposons, à savoir **le problème de la caractérisation de la crise de la social-démocratie**, semble donc légitime, au vu de la profusion de discours contradictoires que cette dernière suscite.

Nous avons tenté de combiner à la fois une approche généraliste de la crise de la social-démocratie et une analyse des particularités du seul cas français. Il faut préciser que nous nous sommes concentrés sur **l'Europe de l'Ouest**, d'une part car elle est le berceau historique de la social-démocratie, d'autre part en raison des particularités de la situation politique en Europe centrale et orientale, qu'il aurait été trop complexe d'intégrer dans l'analyse. Il s'agit d'une **enquête sur la crise actuelle, qui se base cependant sur une approche diachronique**. En effet, nous pensons que la crise des partis sociaux-démocrates ne se comprend que « ré-encadrée » dans l'histoire longue de cette famille politique. Cette histoire a été ponctuée de moments de crise générale, sur lesquels nous revenons dans la première partie du mémoire, et qui ont été autant de « bifurcations » permettant de mieux apprécier la situation actuelle de la social-démocratie.

**En termes de sources**, un corpus d'articles parus dans les trois quotidiens nationaux *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro*, a constitué notre porte d'entrée sur la question de la crise de la social-démocratie. Les opinions et analyses produites dans la presse nationale ont ensuite été confrontées à une littérature scientifique en science politique, ayant pour objet la social-démocratie en général et ses évolutions. Les ouvrages ont été privilégiés plutôt que les articles, et seule la littérature en langue anglaise et en langue française a été abordée. Des données électorales nous ont aussi été utiles pour juger de la pertinence des constats avancés sur la social-démocratie, notamment à propos de ses succès dans les urnes. Enfin, des échanges oraux ou écrits avec des chercheurs nous ont aidés à mener à bien notre investigation : en particulier Pierre Martin, notre directeur, Gérard Grunberg (directeur de recherches émérite à Sciences Po Paris) que nous avons rencontré, et Ashley Lavelle (politologue australien) avec qui nous avons correspondu par courriel.

# ÉLÉMENTS DE RÉDACTION

*Nous avons choisi de faire figurer ici les « bilans » des deux premières parties du mémoire, celui de la première section de la troisième partie, consacrée au diagnostic de « disparition » la social-démocratie, ainsi que des extraits de la conclusion.*

## 1) Bilan de la première partie : généalogie de la crise de la social-démocratie.

S'interroger sur la crise de la social-démocratie appelait un repérage historique des moments de crise générale de cette famille politique. Nous les avons envisagés en tant que *critical junctures*, dans une approche inspirée par l'institutionnalisme historique. Ce choix a été encouragé par la remarque de Hall et Taylor dans leur article sur cette grille de lecture, qui relèvent que « les théoriciens insistent généralement sur l'impact des crises économiques et des conflits militaires »<sup>1</sup> pour expliquer ces moments de situation critique, dans lesquels une organisation ou une institution se recompose, et emprunte un sentier de dépendance prolongeant *différemment* celui qu'elle suivait jusqu'à présent. Il est en effet frappant de voir à quel point chaque crise a participé à façonner l'identité social-démocrate, et à accélérer brutalement sa mutation, impressionnante tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. De marxistes, internationalistes et méfiants envers l'État bourgeois qu'ils étaient, les partis sociaux-démocrates ont suivi un sentier de dépendance historique qui les a conduits à s'intégrer toujours plus dans les régimes représentatifs nationaux et dans le système économique capitaliste.

### Les sociaux-démocrates et l'internationalisme.

La crise de la Première guerre mondiale a été marquée par l'échec de l'Internationale à prévenir le conflit. L'internationalisme prolétarien censé unir les partis sociaux-démocrates dans leur identité comme dans l'action s'est révélé être une fiction. Ces partis sont d'abord des partis nationaux, ce qui ne facilite ni la connaissance mutuelle ni le partage d'intérêts. Par conséquent, aux moments où une action collective aurait été nécessaire pour affronter des menaces dépassant les frontières ou accomplir des progrès au niveau européen, (crises des années 1930 puis des années 1970, domination de l'Union européenne à la fin des années 1990), la solidarité des partis issus du mouvement ouvrier fut surtout remarquable par son absence. L'acceptation progressive du cadre capitaliste est d'ailleurs cohérente avec cette incapacité à agir en tant que mouvement politique international. Dès 1915, Rosa Luxemburg expliquait en quoi l'internationalisme socialiste était la seule stratégie crédible de lutter contre le capital, « une puissance impersonnelle de grande envergure, [...] qui, dans sa structure même, était taillée à la dimension du monde<sup>2</sup> ». Travaillant sur la perte du caractère ouvrier des partis sociaux-démocrates, Serge Denis consacre plusieurs pages au déclin continu de l'internationalisme. Il observe que si l'IOS de 1923 se vivait encore comme une organisation capable de fédérer et structurer un mouvement ouvrier à l'échelle internationale, le « forum mondial » qu'est devenue l'Internationale socialiste depuis sa création en 1951 ne répond clairement pas à cet

---

1. Peter A. Hall, Rosemary C. R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°3-4, 1997, p. 476.

2. Rosa Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie. Brochure de Junius*, 1915.

objectif. « Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le “mouvement ouvrier et socialiste” n’existe donc pas en Internationale, il est formulé essentiellement par le biais de divers partis nationaux<sup>3</sup> ». Cet abandon d’un projet de parti mondial est à relier à l’inscription devenue *exclusive* des partis sociaux-démocrates dans les systèmes partisans nationaux : après la Seconde guerre mondiale, « le cadre de la vie politique nationale non seulement devenait prédominant, [...] mais il représentait dorénavant la référence et la détermination unique<sup>4</sup> ».

### **Les sociaux-démocrates et la démocratie représentative.**

La crise révisionniste a été un moment important qui a favorisé la tendance historique que nous venons de décrire. Pour Bernstein, lutter pour une démocratie véritable constituait l’objectif le plus important et le plus urgent de la social-démocratie. Il était dans l’intérêt du mouvement ouvrier de contribuer à la démocratisation de l’État, afin de mieux y promouvoir ses intérêts. Dès lors, une marche graduelle et réformiste pouvait s’engager vers le bouleversement social que constituerait la substitution progressive d’une société socialiste à la société capitaliste. Les « unions sacrées » de la Première guerre mondiale ont contribué à briser définitivement l’isolement des sociaux-démocrates par rapport aux partis bourgeois, au point qu’ils dirigèrent de nombreux gouvernements au lendemain du conflit. Ensuite, le nouveau projet social-démocrate/keynésien qui se forgea dans les ténèbres des années 1930-1940, contribua à doter les sociaux-démocrates d’une politique économique distinctive et efficace, leur permettant d’atteindre une bonne partie de leurs objectifs traditionnels en régulant l’économie depuis l’État. Outre cet intérêt accru à jouer le jeu électoraliste, il faut aussi noter que l’expérience du totalitarisme fit tomber les dernières réticences vis-à-vis du modèle de la démocratie libérale. Dans les années 1970-1980, ce dernier fut au cœur du combat mené par les socialistes d’Europe du Sud parvenant au pouvoir après la chute de régimes autoritaires. Quant à la France, si la démocratie y était déjà une réalité, le PS de François Mitterrand intégra la logique présidentialiste qui était au cœur du régime de la V<sup>e</sup> République.

### **Les sociaux-démocrates et le capitalisme.**

L’acceptation progressive du capitalisme est très fortement liée à cette adhésion de plus en plus forte des sociaux-démocrates à la démocratie libérale. En effet, les sociaux-démocrates ont renoncé à la lutte des classes et à la violence, puis au remplacement brutal du capitalisme une fois la majorité atteinte. Les idées de Bernstein et l’essor des classes moyennes salariées ont favorisé cette modération, poussant la nouvelle Internationale socialiste fondée en 1951 à définir le socialisme sans recourir aux principes marxistes, et le SPD à affirmer son adhésion à l’économie de marché lors du congrès extraordinaire de Bad Godesberg en 1959. Même si « Bad Godesberg ne résume pas l’évolution de toute la social-démocratie européenne, [il] a reflété une tendance commune qui a revendiqué l’économie mixte comme valeur positive, pour mener une politique sociale dans une perspective égalitaire<sup>5</sup> ». « Parti de réforme à programme anticapitaliste » dans les années 1920, la social-démocratie a rejeté dans un horizon de plus en plus lointain le projet d’une société socialiste.

---

3. Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l’histoire ?*, Montréal, éd. Boréal, 2003, p. 133.

4. *Idem*.

5. Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989, p. 69.

Toutefois, il était toujours présent, comme en témoigne cette adresse d'Olof Palme à Willy Brandt et Bruno Kreisky, en 1972 : « Il nous appartient à nous, sociaux-démocrates, de formuler la tâche du socialisme démocratique. Si nous n'y parvenons pas, notre société perdra la seule solution de remplacement possible du conservatisme et du capitalisme<sup>6</sup> ». S'il ne s'agit que de paroles, elles n'en sont pas moins significatives. Car la social-démocratie triomphante de la fin des années 1990, influencée par les idées de la Troisième Voie, a définitivement renoncé à toute remise en cause du système capitaliste, qui constitue pour le coup un horizon indépassable. Dans la conclusion de l'ouvrage collectif *Transitions in Social Democracy*, John Callaghan et Illaria Favretto remarquent : « *One fundamental difference that sets today's "third way" apart from any earlier revisionism is the renunciation of the long-term aspiration of replacing capitalism with socialism*<sup>7</sup>. ».

Cette dernière citation est intéressante, car elle est écrite au moment où la Troisième Voie est encore défendue par ses promoteurs comme une modernisation indispensable de la social-démocratie, et semble en effet avoir produit des résultats positifs au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Or, dans notre recherche d'un éventuel « âge d'or » de la social-démocratie, afin de démentir l'idée d'une famille politique en crise perpétuelle, nous avons montré comment les *mêmes* périodes d'épanouissement électoral et/ou de succès idéologique et programmatique, pouvaient contenir en elles les germes d'une crise ultérieure. En allant plus loin, on pourrait affirmer que ce sont en partie les réponses fructueuses à une crise *précédente*, qui peuvent potentiellement devenir les sources de la crise *suivante*. Comme le remarque Donald Sassoon à propos de la social-démocratie de l'ère 1945-1973, « *the main ideological failure is linked to one of the causes of its original success*<sup>8</sup> » : les sociaux-démocrates ont investi l'État pour mieux réguler le capitalisme et en tirer les ressources nécessaires à son projet social. Mais dès que le capitalisme est sorti du cadre national, la donne a changé, et constitue sans doute encore une explication majeure des difficultés des sociaux-démocrates à défendre une spécificité politique en matière économique : « *Social democrats [remained wedded to] the territorial boundaries of the state, while capitalism set out to stride the globe*<sup>9</sup> ». Nous pouvons à notre tour faire l'hypothèse que si le profil social-libéral, à l'heure du capitalisme triomphant et des supputations sur la « fin de l'histoire », a pu être vecteur de succès et de crédibilité, il est peut-être devenu obsolète à l'occasion de la crise économique et financière qui frappe l'Europe aujourd'hui. Quelle que soit la réponse, il apparaît d'ores et déjà clairement que le détour historique que nous avons emprunté pour caractériser la crise de la social-démocratie à travers ses manifestations passées, se révèle précieux dans la compréhension de la crise *actuelle*.

## 2) Bilan de la deuxième partie : « retour sur la crise actuelle ».

La crise actuelle est multiforme. Il s'agit premièrement d'une *crise électorale*. Nous avons montré dans notre premier chapitre en quoi le déclin électoral de la famille socialiste/social-démocrate en Europe de l'Ouest est une réalité, qui s'accélère depuis ces cinq dernières années. Les mutations socioéconomiques, la globalisation, la

---

6. Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, *op.cit.*, p. 37.

7. John Callaghan et Illaria Favretto, *op.cit.*, p. 214.

8. Donald Sassoon, *op.cit.*, p. 32.

9. *Idem*.

construction européenne, la victoire de l'idéologie néolibérale sont souvent évoquées comme causes de cette crise. Pourtant, c'est l'approche d'Ashley Lavelle qui nous paraît la plus convaincante, dans la mesure où son analyse met en évidence avec force une cause *ultime* des difficultés sociale-démocrates au pouvoir et dans les urnes, à savoir la fin du boom économique de l'après-guerre. À des rythmes différents, tous les sociaux-démocrates ont alors entrepris un virage néolibéral, au cœur de la « Grande Transformation » de la social-démocratie décrite par Gerassimos Moschonas au début des années 2000. Certes, ce que l'on peut appeler rapidement la « voie social-libérale » a permis à certains partis de renouer avec le succès électoral. Néanmoins, cette stratégie dans un premier temps fructueuse a aussi eu pour conséquence plus ou moins tardive un moindre soutien de l'électoral populaire, qui n'a pas été suffisamment compensé par l'attraction de nouvelles catégories sociales. En outre, à l'heure où le paradigme néolibéral est profondément ébranlé, la social-démocratie se retrouve sans voix.

Sans base matérielle lui permettant les mêmes politiques que pendant les Trente Glorieuses, sans alternative à offrir en pleine crise d'un système économique auquel elle a fini par être associée, la social-démocratie fait donc face à une *crise de projet*. Le Parti socialiste français, tout en subissant les mêmes difficultés que la social-démocratie européenne, doit en outre composer avec un rapport aux institutions problématique et une sclérose partisane, qui agissent comme des obstacles supplémentaires à la recherche d'un leadership fort, d'une ligne idéologique claire, et d'une stratégie de reconquête des couches populaires. Tout comme ses camarades européens, les éventuelles « sortie de crise » proposées mettent pour la plupart l'accent sur l'échelon européen. Toutefois, les sociaux-démocrates semblent pris à leur propre piège : alors que l'Union européenne constitue le niveau institutionnel qui leur est le plus indispensable pour construire une alternative progressiste crédible, ils ont eux-mêmes participé à ce que ce niveau se caractérise par un certain conservatisme et ne favorise que la dimension néolibérale de leur nouvelle identité, c'est-à-dire la dimension-même qui les empêche de revenir en force sur la question sociale.

### **3) Bilan de la troisième partie : « ce qui est vivant et ce qui est mort dans la social-démocratie ».**

Si la mort de la social-démocratie est un pronostic qui fait tant débat, c'est qu'il est en fait très dépendant de la façon dont on envisage la social-démocratie elle-même. Avant de délivrer le diagnostic, il faut avant tout préciser de quoi on parle. Sans quoi toute discussion est faussée et ne peut se résumer qu'à un choc d'opinions aux fondements plus ou moins solides. Pour résumer, nous pourrions dire que le débat peut s'engager sur trois terrains différents :

- la première possibilité est d'envisager la social-démocratie comme une organisation partisane spécifique, telle qu'elle s'est structurée dans l'après-guerre, pour connaître sa forme mature dans les années 1960. C'est la social-démocratie « classique » qu'a très bien décrite Gerassimos Moschonas. Or, cette forme particulière d'organisation partisane est morte, ses composantes s'étant détachées et désagrégées inéluctablement depuis les années 1970, selon un processus de « dé-social-démocratisation » qui n'a trouvé son

aboutissement que dans une nouvelle identité social-démocrate, stabilisée à la fin des années 1990.

- La seconde possibilité est d'assimiler la social-démocratie au projet social-démocrate/keynésien des Trente Glorieuses. Il s'agissait de concilier la libre initiative privée, l'efficacité économique d'un mode de production capitaliste, avec des exigences de justice sociale et des politiques de redistribution et d'extension de l'État social. Nous croyons avec Ashley Lavelle que ce projet-là est mort lui aussi. La diminution des taux de croissance et la globalisation du capital ont rendu obsolètes les compromis entre travail et capital qui s'élaboraient dans le cadre de l'État-nation, sous la houlette d'une puissance publique interventionniste.

- La troisième possibilité est de considérer la social-démocratie vivante tant que des partis s'en réclamant existent significativement dans les systèmes partisans. De ce point de vue, il est évident que les partis sociaux-démocrates ont survécu à la fin des Trente Glorieuses et à la domination du paradigme néolibéral. Quant à la tendance à la « démocratisation » et au rejet de l'identité socialiste ou social-démocrate, elle est encore un phénomène minoritaire. Les partis de la famille socialiste/social-démocrate sont donc bien, aujourd'hui encore, « l'une des deux principales forces d'alternance des systèmes politiques nationaux. Pris séparément et quelle que soit leur fortune du moment, ils restent donc des forces politiques crédibles électoralement et politiquement<sup>10</sup>. »

Encore cette troisième présentation est-elle à nuancer, de deux façons différentes. D'une part, nous avons vu au début de notre deuxième partie que le déclin électoral de la social-démocratie en Europe de l'Ouest est une réalité, et même une réalité qui s'accélère. Si cette tendance moyenne se poursuit, il est possible que certains partis deviennent relativement marginaux dans les systèmes partisans. Herbert Kitschelt suggérait en 1994 que les partis sociaux-démocrates, plutôt que d'être des partis « attrape-tout », devraient se concentrer sur le soutien de groupes sociaux limités mais significatifs, leur permettant d'être des « pivots » indispensables des systèmes de partis<sup>11</sup>. Mais encore faut-il des scores suffisants pour prétendre à ce statut ! D'autre part, on pourrait objecter que l'approche nominaliste de la social-démocratie est insuffisante. Il y aurait une sorte de seuil à partir duquel le qualificatif « social-démocrate » perdrait son sens : celui à partir duquel les forces politiques qui se considèrent comme telles, n'apportent plus voire ne cherchent plus à apporter de réponse propre à la question sociale. En un mot, une situation où elles déserteraient le clivage de l'égalité. Il y a de fortes raisons de penser que la nouvelle identité forgée à la fin de XX<sup>e</sup> siècle, dans le sillage de la « Troisième Voie » ou du « Nouveau Centre », soit de fait en rupture avec ce qui restait le cœur permanent de la social-démocratie. Mais si la social-démocratie est prête à « sortir de sa propre histoire », selon l'expression de Moschonas<sup>12</sup>, il est sans doute trop tôt pour décréter ce moment arrivé, d'autant plus que la crise actuelle du paradigme néolibéral est susceptible de rebattre les cartes. La question reste donc posée de la *capacité* et de la *volonté* des partis sociaux-démocrates à proposer et mettre en œuvre un ensemble de politiques

---

10. Pascal Delwit [2004], *op.cit.*, pp. 82-83.

11. Herbert Kitschelt, *op.cit.*, pp. 300-301.

12. Lire Gerassimos Moschonas [2002], *op.cit.*, p. 329.

publiques, qui à la fois se situe à l'intérieur d'un cadre capitaliste, et soit une alternative au néolibéralisme.

#### 4) Éléments de conclusion.

Notre problématique portait sur la caractérisation de la crise de la social-démocratie. Après le tour d'horizon des différentes pistes de réponses auquel nous nous sommes livrés, il est temps de rassembler les principales leçons que nous en avons tirées.

La plus évidente est que la crise actuelle est réelle, multiforme et grave. Il est important de le souligner tant le mot « crise » est aujourd'hui galvaudé. Réelle et multiforme, la crise l'est parce que sa nature est double, voire triple. Il s'agit d'une part d'une *crise électorale*, dont on peut mesurer l'aggravation et l'accélération tout particulièrement ces dernières années. En outre, elle touche l'ensemble de la famille socialiste/social-démocrate. En effet, la précédente crise générale de la social-démocratie, à la fin des années 1970, concernait surtout les partis sociaux-démocrates classiques. La relève s'était en effet déjà amorcée en Europe du Sud et s'est concrétisée dans la décennie 1980. La crise actuelle, à l'inverse, ne semble pas connaître de frontière : les sociaux-démocrates suédois, allemands et autrichiens ont connu des scores historiquement bas lors des dernières élections législatives qu'ils ont dû affronter ; le New Labour britannique, arrivé en troisième position aux élections européennes de 2009, a perdu sa majorité aux récentes élections législatives ; le PS français est écarté du pouvoir central depuis huit ans ; le PSOE espagnol a été défait aux élections régionales puis européennes ; les socialistes portugais ont perdu leur majorité absolue au Parlement et gouvernement donc en minorité... Partout les sociaux-démocrates sont en difficulté.

Mais si cette crise est aussi grave, c'est parce qu'il s'agit d'autre part d'une *crise de projet*, comme l'a fort bien montré Ashley Lavelle, en insistant sur les conséquences terribles pour la social-démocratie de la perte de la base matérielle de ses politiques de redistribution et de progrès social. La « Troisième Voie », ou plutôt l'option social-libérale, a certes représenté un projet cohérent, assumant les choix d'une priorité à l'efficacité économique plutôt qu'à la justice sociale, et de l'intégration du paradigme néolibéral à la nouvelle identité social-démocrate des années 1990. Cependant, le succès de cette voie a été électoralement éphémère. De plus, en remettant en cause le cœur de l'identité social-démocrate, à savoir son lien aux plus défavorisés et à la question de l'égalité en général, nous pouvons dire qu'elle a accouché d'une troisième crise, une *crise identitaire*. Surtout, et nous en revenons à la dimension du projet, elle apparaît obsolète à l'heure d'une crise économique et financière mondiale qui ébranle le paradigme néolibéral au cœur du capitalisme contemporain. Associée aux dérives de ce dernier pour ne pas les avoir prévenues, voire les avoir encouragées, en deuil d'un projet social-démocrate/keynésien dont les conditions historiques ont disparu, la social-démocratie est donc en incapacité de proposer une alternative à un « consensus néolibéral » ébranlé par la crise. De fait, elle ne semble plus avoir de spécificité qui la distingue des autres partis de gouvernement sur le plan économique et social. L'actualité récente est là pour le prouver : parmi les plans de rigueur et d'austérité les plus draconiens adoptés en Europe, figurent les plans grec, portugais et espagnol, mis en œuvre par des gouvernements... socialistes. Alors qu'elle a été une force d'impulsion, la social-démocratie ne semble plus vouée qu'à subir le cours de l'histoire et se conformer à l'orthodoxie économique du moment, étant elle-même

dépourvue de tout projet alternatif. Comme dans les années 1930, qui virent les sociaux-démocrates désemparés face à la crise économique et bridés par leur respect de l'orthodoxie libérale, que l'École de Stockholm puis les travaux de Keynes allaient mettre à mal.

La crise que connaissent les socialistes français s'inscrit dans ce cadre, mais il faut ajouter que le PS a aussi suivi un sentier de dépendance nationale marqué par une situation critique majeure, qui fut le changement de régime institutionnel. La « présidentialisation » de la V<sup>e</sup> République fut à la fois la chance des socialistes, François Mitterrand s'étant appuyée sur elle pour imposer le PS comme force dominante à gauche, et réussir dans sa conquête du pouvoir, mais elle fut aussi un handicap qui continue aujourd'hui encore de produire ses effets, comme nous avons pu le démontrer dans le quatrième chapitre de notre seconde partie.

Crise électorale, crise de projet, crise identitaire... Un tel diagnostic doit-il amener à parler de crise d'agonie de la social-démocratie ? Nous avons nuancé cette idée en soulignant que les partis sociaux-démocrates restaient des acteurs majeurs des systèmes partisans, et toujours la principale force politique d'alternance. Cependant, il est clair que l'absence prolongée d'alternative au paradigme néolibéral risque de vider de son sens l'étiquette « social-démocrate ». Selon Lavelle, seule cette perspective reste envisageable, et c'est pourquoi il parle de « mort » de la social-démocratie. Le drame de cette force politique est selon lui d'avoir son sort lié aux structures du capitalisme. Celles-ci rendant de plus en plus impraticables les compromis du passé, les sociaux-démocrates sont obligés de faire un choix entre la soumission à la logique du capital et la rupture. Or, nous avons remarqué dans notre première partie à quel point le sentier de dépendance de la social-démocratie s'est caractérisé par une intégration de plus en plus poussée au système capitaliste, dont elle a abandonné tout projet de remplacement, fût-il à un horizon très lointain. Ashley Lavelle ne croit donc pas à une sorte de « radicalisation » de la social-démocratie, qui l'écarterait de la voie de centre-gauche suivie depuis les années 1990, et vertement critiquée par Ernst Hillebrand pour ses conséquences sociales. Interrogé par nous, le politologue australien a répondu : « *The current crisis has not thus radicalised social democrats - quite the opposite in fact, consistent with what we predicted in terms of the relationship between social democracy and economic crises. [...] Perhaps some radical rhetoric will be used from time to time, but thus far it has been the Far Left and Far Right that has been radicalised by the crisis* ».

De fait, on n'observe pas encore, du moins en Europe de l'Ouest, d'éléments susceptibles de constituer une alternative social-démocrate, comme le fut l'expérience scandinave des années 1930. Il reste toutefois vrai que l'échelle européenne constituerait un niveau d'action favorable à des politiques s'écartant du paradigme néolibéral, et que réclament certains responsables du PSE, en appelant à sortir de la crise par des politiques de relance et d'harmonisation fiscale et sociale plutôt que par un concours de politiques déflationnistes. Cependant, là encore, l'une des leçons de notre première partie est que l'internationalisme des sociaux-démocrates s'est de plus en plus vidé de toute substance, au fur et à mesure que les partis sociaux-démocrates s'intégraient dans les systèmes partisans nationaux. Le fait que la construction européenne n'ait pas été réorientée à la fin des années 1990, alors que l'écrasante majorité des gouvernements de l'Union européenne étaient contrôlés par la famille socialiste/social-démocrate, n'est pas seulement dû au caractère conservateur des

institutions communautaires, mais aussi au caractère « national » des sociaux-démocrates eux-mêmes !

Contrairement à Ashley Lavelle, nous ne tenons toutefois pas à déduire de ces remarques la « fin » de la social-démocratie en tant qu'ensemble de politiques publiques distinct du néolibéralisme. Un tel verdict nous semble en effet trop déterministe. Qui aurait cru à un avenir social-démocrate deux ans après que la crise de 1929 eût éclatée ? Certes, le contexte de faible croissance et la difficulté à la coordination internationale des sociaux-démocrates constituent des obstacles majeurs, mais comme le relèvent Gerassimos Moschonas et Gérard Grunberg, il n'est pas encore écrit que nos sociétés en aient fini avec la quête d'égalité et de justice. En effet, la crise économique et financière mondiale est tout à fait propice au retour du thème de l'égalité et à l'ouverture d'un espace politique nouveau pour la social-démocratie. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que la campagne législative aux Pays-Bas s'est fortement centrée sur les enjeux socioéconomiques, dans un pays où la question du multiculturalisme et de l'immigration constituait l'enjeu dominant depuis des années<sup>13</sup>. Il s'agit là d'un indice qui n'est pas anodin, et qui ouvre en tout cas au questionnement.

L'un des buts de ce travail était aussi, en effet, de proposer des réponses appelant à suivre des pistes de recherche stimulantes. La première que nous voudrions évoquer est celle d'une étude plus précise de la façon dont les partis sociaux-démocrates ont survécu au déclin du projet social-démocrate/keynésien des Trente Glorieuses. Il ne s'agit pas là d'une évidence : ce phénomène est donc à décrypter de plus près, notamment grâce au concept de « reconversion partisane ». Ce dernier, selon Pierre Martin, permet en effet de faire « le lien entre mutation des clivages et stabilité (relative) des structures des systèmes partisans », et constitue donc un outil d'élucidation de l'énigme que constitue la rareté des « effondrements des grandes organisations partisans à vocation gouvernementale<sup>14</sup> ». La seconde piste de recherche est liée aux conséquences actuelles de cette reconversion partisane des sociaux-démocrates, puisqu'elle consiste se demander s'il existe encore de véritables alternatives politiques dans nos démocraties représentatives, du moins sur la dimension économique. La question mérite d'être posée, car, comme nous l'avons indiqué, le retour probable du thème de l'égalité est susceptible de modifier le poids des clivages politiques qui détermineront les futures échéances électorales.

---

13. Jean-Pierre Stroobants, « La crise économique change le visage de la campagne législative aux Pays-Bas », *Le Monde*, 4 juin 2010.

14. Pierre Martin, *op.cit.*, p. 275.

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages et articles scientifiques

- AUCANTE, Y. (dir.), *Critique internationale*, 43, « Social-démocratie, marchés et compromis », avril-juin 2009.
- BEAUD, J.-P. et PREVOST J.-G. (dir.), *La Social-démocratie en cette fin de siècle*, Presses de l'Université du Québec, 1995.
- BERGOUNIOUX, A. et MANIN, B., *Le Régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989.
- BERGOUNIOUX, A. et GRUNBERG, G., *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de Fallois, 1996.
- BERGOUNIOUX, A. et GRUNBERG, G., *Les Socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords*, Paris, Fayard, 2005.
- CALLAGHAN, J., FISHMAN, N., JACKSON, B. et McIVOR, M. (dir.), *In Search of Social Democracy. Responses to Crisis and Modernisation*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2009.
- CALLAGHAN, J. et FAVRETTO, I. (dir.), *Transitions in Social democracy : Cultural and Ideological Problems of the Golden Age*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2006.
- CROUCH, C., *Post Democracy*, Cambridge, Polity Press, 2004.
- DELWIT P. (dir.), *Où va la social-démocratie ?*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2004.
- DENIS S., *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire ?*, Montréal, éd. Boréal, 2003.
- FEJTÖ, F., *La Social-démocratie quand même*, Paris, Robert Laffont, 1980.
- GRUNBERG, G., « Le Parti socialiste et la V<sup>e</sup> République », revue *Commentaire*, n°120, 2007.
- HALL, P., TAYLOR, R., « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°3-4, 1997.
- HASTINGS, M., « Du socialisme en Amérique. Seymour Martin Lipset et le mystère de l'impossible greffe », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.15 (3), 2008.
- KITSCHHELT H., *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- LAVELLE, A., *The Death of Social Democracy*, Aldershot (England), Ashgate Publishing Limited, 2008.
- LAZAR, M. (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996.
- LEFEBVRE, R. et SAWICKI, F., *La Société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.
- LIPSET, S. M., « The Americanization of the European left », *Journal of Democracy*, 12 (2), 2001.
- MARTIN, P., « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe Occidentale depuis 1945 ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 14 (2), 2007.
- MARLIÈRE, P., *La Social-démocratie domestiquée. La voie blairiste*, Bruxelles, Éditions Aden, 2008.
- MERKEL, W., PETRING, A., HENKES, C. et EGGLE, C., *Social Democracy in Power. The capacity to reform*, Abingdon et New York, 2008.
- MOSCHONAS, G., *La Social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, éd. Montchrestien, 1994.

MOSCHONAS, G., *In The Name of Social Democracy. The Great Transformation : 1945 to the present*, Londres et New York, Verso, 2002.

PATERSON, W. et THOMAS A. (dir.), *The Future of Social Democracy*, Oxford, Clarendon Press, 1986.

PORTELLI, H., *Le Parti socialiste*, Paris, éd. Montchrestien, 1998.

PRZEWORSKI, A., *Capitalism and Social Democracy*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.

REY, H., *La Gauche et les classes populaires*, Paris, La Découverte, 2004.

SCHARPF, F., *La Sociale démocratie européenne face à la crise*, Paris, Économica, 1990.

SEILER, D.L., *Les Partis politiques en Occident*, Paris, éd. Ellipse, 2003.

TELO, M., (dir.), *De la nation à l'Europe. Paradoxes et dilemmes de la social-démocratie*, Bruxelles, Bruyant Bruxelles, 1993.

TOURNADRE-PLANCO, J., *Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie britannique ?*, Paris, Dalloz, 2006.

## Articles

### **Le Monde (juillet 2008-décembre 2009) :**

- L. Cédelle, F. Fresso, N. Guibert, « La droite affirme qu'elle a gagné la bataille idéologique », 15 juillet 2008.
- Jean-Michel Normand, « La tentation du socialisme *vintage* », 23 octobre 2008.
- Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, « La social-démocratie sera européenne ou ne sera pas », 25 octobre 2008.
- Liêm Hoang-Ngoc et Philippe Marlière, « La social-démocratie en crise d'identité », 14 novembre 2008.
- Pascal Delwit, « Le PS, un exemple du malaise de la gauche européenne », 19 novembre 2008.
- Anthony Giddens, « L'erreur serait de vouloir réduire le rôle des marchés », 4 février 2009.
- Kevin Rudd, « Face à la crise mondiale, trois défis pour la social-démocratie », 12 mars 2009.
- Jean-Michel Normand, « La social-démocratie perd du terrain en Europe », 13 mai 2009.
- Frédéric Lemaître, « La social-démocratie, victime inattendue de la crise », 17 juin 2009.
- Henri Weber, « Socialisme : la troisième refondation », 25 août 2009.
- Pascal Lamy, « La mort du PS ? C'est possible », 27 août 2009.
- Olivier Ferrand, « Faut-il un *big bang* au PS ? », 25 septembre 2009.
- Alain Bergounioux, « L'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté », 30 septembre 2009.
- Zaki Laïdi, « Les dilemmes de la gauche européenne », 9 octobre 2009.
- Jean-Michel Normand et Marion Van Renterghem, « Au congrès de Prague, les socialistes européens préparent leur résurrection », 9 décembre 2009.

### **Libération (mai 2007-février 2010) :**

- Zaki Laïdi, « Mourir ou changer », 8 mai 2007.
- Michel Rocard et Michel Pezet, « Décrispons la gauche », 14 juin 2007.
- Guillaume Duval, « La social-démocratie, c'est fini », 19 décembre 2007.

- Alain Duhamel, « La crise du socialisme européen », 4 septembre 2008.
- Pierre Rosanvallon et Piero Fassino, « La fin de la social-démocratie ? », 19 septembre 2008.
- Laurent Joffrin, « Contre-pied », 27 octobre 2008.
- Source AFP, « Mélenchon et Dolez quittent le PS », 7 novembre 2008.
- Jean-Luc Mélenchon, « Le socialisme historique n'a pas sa place au centre-gauche », 29 novembre 2008.
- Mario Telo, « En Europe, la gauche n'a jamais été aussi faible », 14 mai 2009.
- Dominique Reynié, « Un échec idéologique de la gauche », 3 juin 2009.
- Laurent Joffrin, « Le PS et ses pairs en panne de renouveau », 10 juin 2009.
- Alain Duhamel, « L'épuisement de la social-démocratie », 18 juin 2009.
- « Débat Valls/Morelle : pour en finir (ou pas) avec le Parti socialiste », 9 juillet 2009.
- Pascal Virot, « Cambadélis prend le PS à la lettre », 18 août 2009.
- Aquilino Morelle, « Le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle sera européen ou ne sera pas », 28 août 2009.
- Nathalie Versieux, « Les libéraux s'envolent à droite, les néo-communistes percent à gauche », 28 septembre 2009.
- Jacques Julliard, « Vingt thèses pour repartir du pied gauche », 18 janvier 2010.
- Marcel Gauchet, « L'Europe doit être le fer de lance d'une autre mondialisation », 22 janvier 2010.
- Henri Weber, « Pour un *New Deal* continental et écologique », 9 février 2010.

#### **Le Figaro (octobre 2007-juillet 2009) :**

- Éric Zemmour, « La gauche française n'en a pas fini avec ses problèmes d'identité », 14 octobre 2007.
- Anthony Giddens, « Comment la Grande-Bretagne a abandonné le socialisme », 14 octobre 2007.
- « La gauche du PS règle ses comptes avec Royal par livres interposés », 14 octobre 2007.
- Alexis Brézet, « Impasses du socialisme », 11 avril 2008.
- Arielle Thedrel, « L'irrésistible poussée de la droite en Europe », 5 mai 2008.
- Aziz Zemouri, « À gauche, doutes ! », 13 juin 2008.
- Éric Zemmour, « PS : la synthèse molle ou l'improbable alliance », 26 septembre 2008.
- Marc Lazar, « Le socialisme européen en panne de modèle », 26 mai 2009.
- Éric Zemmour, « Une social-démocratie déboussolée », 29 mai 2009.
- Carl Meuus, « Le PS contraint de se réinventer », 12 juin 2009.
- Éric Zemmour, « En attendant Barroso », 12 juin 2009.
- Alexis Brézet, « Crise du socialisme », 19 juin 2009.
- Henri Weber, « Les trois crises du Parti socialiste », 16 juillet 2009.

#### **Revue Le Débat (décembre 1980-mars-avril 2010) :**

- Ralf Dahrendorf, « L'après social-démocratie », n°7, décembre 1980.
- John Gray, « Après la social-démocratie », n° 100, mai-août 1998.
- Laurent Bouvet, « Qu'est-ce que la troisième voie ? », n°124, mars-avril 2003.
- Zaki Laïdi, « Le social-mondialisme », n°124, mars-avril 2003.
- Ernst Hillebrand, « L'incontournable réorientation de la gauche européenne », n°151, septembre-octobre 2008.

- Raffaele Simone (discussion avec Ernst Hillebrand, Marc Lazar, Giacomo Marramao), « Pourquoi l'Occident ne va pas à gauche », n°156, septembre-octobre 2009.
- Ernst Hillebrand, « Une société de citoyens autonomes », n°159, mars-avril 2010.
- Henri Weber, « Vers une troisième refondation », n°159, mars-avril 2010.
- Pierre Moscovici, « Résister au déclin », n°159, mars-avril 2010.